Recherche et Développement

Par JFB le lun 14/06/2010 - 13:04

Les investissements en R&D à l'Est de l'Europe

C'est l'une des priorités de la déjà très décriée stratégie «UE 2020». Pendant la prochaine décennie, les investissements en Recherche & Développement (R&D) doivent grimper à 3% du PIB de l'UE-27. Un objectif noble dont le bien-fondé ne fait pas de doute, mais que les Etats-membres ont souvent du mal à mettre en œuvre, en particulier les nouveaux pays de l'espace post-communiste. Un clivage qui pourrait pérenniser la fracture est-ouest.

Un objectif venu de l'ouest?

A peine la Commission européenne avait-elle dévoilé ses grandes lignes de travail pour les dix prochaines années que la plupart de ses objectifs étaient critiqués. En ce qui concerne la R&D, l'objectif de 3% est un vieux rêve jamais atteint, à l'exception notable de la Suède (3,6% de son PIB en 2007). Le secteur de la recherche est en effet aisément sacrifiable, surtout en période de crise.

En Europe centrale, la question se pose différemment: la R&D n'est pas une priorité, si l'on considère la structure des économies de la région et la nécessité de réaliser d'autres types d'investissements. La Bulgarie, qui ne consacre que 0,15% de son PIB à la R&D, a annoncé ne pouvoir atteindre 0,6% d'ici à 2020. Les gouvernements slovaque et polonais ont d'ores et déjà abandonné l'objectif de 3% et entendent décider eux-mêmes de leurs objectifs. Si la Hongrie ne dépense en moyenne que 0,9% de son PIB en R&D, l'attitude du nouveau gouvernement Orban reste incertaine. Mais de récentes déclarations sur l'importance cruciale de la recherche ou des investissements en matière d'énergies renouvelables peuvent laisser supposer un effort plus important dans les années à venir. Avec quel argent, cela reste à voir.

«Une question de prestige»

Planant au-dessus des hésitations des nouveaux membres, la République Tchèque mise ouvertement sur la R&D. Le gouvernement intérimaire a fièrement décliné la

proposition de la Commission d'atteindre 2,3% du PIB d'ici à 2020, et avance le chiffre de 2,7%. Une approche toute pragmatique, selon Tomas Bouska, porte-parole du ministère de l'éducation, et qui produira des résultats grâce à une coopération étroite avec le secteur privé, pour qui la R&D est une «question de prestige». Avec en perspective l'opportunité de transformer le pays en îlot occidental de la recherche de pointe. Nul ne sait cependant quelle sera l'attitude du futur gouvernement, qui entrera en fonction après que des objectifs définitifs aient été arrêtés lors du prochain sommet européen des 17 et 18 juin.

Sébastien Gobert

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel